Les grandes puissances atlantiques, de 1914 à 1945

L'Idée de progrès vient du siècle des Lumières et prend le nom de modernité à la charnière du 19e et du 20e. À partir de 1840, terme moderne prend sens positif -> il attire l'attention. Auparavant, nouveau -> suspicion.
Déf de moderne par Kuisel -> « *la modernité renvoie à un capitalisme dynamique, qui recherche l'expansion, la productivité, la compétitivité et l'avance technologique. Et dans ce souci de modernité, il se pose un problème : quel rôle l'État doit-il jouer dans cette modernité ?* »
Déf sous-entend :
- Questions éco prédominent autres. Pourquoi sont-elles devenues primordiales ?
- Comment organiser vie poli/sociale en fonction primauté éco ?
- Comment l'État doit-il intervenir dans processus de modernisation ?

I. État de la France en 1914, à l'éclatement de la première guerre mondiale

En 14, la France a renoué avec l'instabilité ministérielle. Juillet 1909-juillet 1914, 10 gouvernements se succèdent en 54 mois -> espérance vie gouv < 6 mois.

Parti radical et radical-socialiste représente 43% des élus. Pour gouv stable, il faut majorité stable. Derrière parti radical et radical-socialiste, il y a diff branches.

À l'époque, même s'il y a un parti radical et radical-socialiste w/ institutions, l'appartenance à ce parti n'est pas exclusive : double appartenance possible. Députés ne veulent pas appartenir à la tendance dure & radicale du parti (rpz par Clemenceau = tombeur de ministères).

Le député radical-socialiste n'est pas élu comme membre d'un parti, mais comme une partie d'une famille de notables.
Caillaux, famille Sarthe -> père = député/sénateur droite conservatrice religieuse / fils = parti radical laïc MAIS grand-père connu -> fils a été élu. Joseph Caillaux a été inscrit à l'union démocratique (grp radical de droite), mais il siège aussi à la gauche radicale, qui est une tendance + à droite du radicalisme.
Même analyse pour députés droite union démocratique.
Flandin, famille de l'Yonne -> père = conseiller général -> fils élu.

Même s'il y a groupes parlementaires, la discipline de vote est rarement respectée -> les radicaux se divisent sur 3 questions de politique de court terme :
- Quelle est la nature des liens qu'ils doivent entretenir avec la SFIO (Jaurès) ? Gauche radicale du parti radical-socialiste.
- Faut-il suivre le prgm des radicaux progressistes ? 3 leaders = Caillaux, Poincaré, Deschanel. Faut-il soutenir idée impôt progressiste sur le revenu ?
- Faut-il prolonger le service mili de 2 à 3 ans ? Compenser écart démographique avec Allemagne, et conserver grande armée. MAIS problème -> ex : rajouter années aux jeunes fermiers.

Aucune stabilité gouvernementale et pas de discipline de vote -> un député dit de gauche peut voter à droite.
Contemporains en sont conscients -> veille 1GM, « débat sur l'Organisation de la Démocratie » organisé par Charles Benoist, dont écrits ont marqué génération jeunes s'intéressant à la poli, notamment DG.

- De quelle nature doit être la représentation nationale ?
- Quelle est la nature du bien social ?
- Comment se fait-il que les hommes se regrp pour vivre en société ?

En 1897, Benoist écrivait : *« si les députés que nous avons, pour la plupart politiciens de carrières, nous représentaient réellement, c'est que nous serions ce qui ne se serait jamais vu, toute une génération de journalistes, de médecins »*.
Benoist écrit à partir de critères d'analyse reconnus = saint-simonisme. Dans ces tradi, l'avenir des sociétés est indus + éco.
Comte = on est arrivé à la victoire des moeurs indus -> lien social entre les hommes est économique.
Théories du bien social développées par radicaux -> on naît en société car la société a une finalité = produire et consommer. Le lien conjugal est + fort quand le couple est une unité de prod (fermier/fermière).
Benoist veut amener la nation à être représentée dans la réalité de son lien social, qui est un lien éco.
Nation est composée d'une multitude d'êtres collectifs de diff degrés, de diff ordres, de diff corps de métier.
Fouillée (philo) voulait que ces diff corps éco soient représentés au Sénat, qui serait le grand conseil des êtres économiques de la Nation.

Derrière question représentation nationale, se tapit question : quelle relation entre pouvoir exécutif et pouvoir législatif ? Exécutif soumis à législatif OU législatif = guide exécutif ?

Depuis 1879, les lois constitutionnelles de 1875 ne sont plus appliquées.
Grévy a renoncé à faire usage des pouvoirs que la constitution de 75 lui donnent = droit de discussion/de nomination aux emplois supérieurs/de relecture.
Casimir-Périer veut revenir à la constitution de 75 MAIS échec -> démission.
Sous la IIIe Rép, dans le pouvoir exécutif, l'autorité appartient au près du conseil. Pb constitutionnel -> dans lois 75, près conseil n'existe pas.
En France, le près du conseil n'a pas une fonction organisatrice autonome, c'est surtout un titre. Même s'il rpz gvt devant assemblées, la lettre de la constitution fait que le près rèp préside conseil ministres, et peut le convoquer en l'absence près conseil. Près conseil n'est pas le guide de la majorité parlementaire. Émile le Combes explique : près conseil est soumis à la majorité du parlement.

On recherche un pouvoir exécutif qui guide l'action poli, et qui initie l'action éco.
On milite pour qu'élections se fassent à représentation proportionnelle (RP) -> RPistes ou anti-RPistes. Dans cette militance pour rpz proportionnelle, il y a gauche comme droite.

Avant 1914, tradition républicaine autoritaire de gauche w/ Jaurès + tradition républicaine de droite w/ Benoist. Derrière organisation démo se tapit question sur finalité État. Doit-il être au-dessus des partis et de leurs intérêts OU guider la modernisation éco ?
Partisans organisation démo font semblant de croire que la IIIe Rép n'a pas eu de politique éco. MAIS depuis les années 1873, la IIIe Rép a une doctrine éco -> se placer en opposition avec la politique éco du deuxième empire. À partir de 1860 et jusqu'en 1869, Napoléon III a multiplié les accords de libre-échange, d'abord avec UK (accords Cobden-Chevalier). Après les évènements de la commune en 1871, guerre civile avec min. 30 000 morts à Paris -> commune = csq libre-échange second empire, qui a créé chômage + misère.
Républicains éclectiques guidés par Méline, qui s'inspire des théories de Cauwès.

On revient totalement sur les accords libre-échange. À partir de 92, on établit droits douaniers w/ clause nation. Les produits importés sont manufacturés diff qu'en France -> il n'existe pas de rapport de force entre produits -> droits douaniers élevés. Si mêmes moyens manufacture, droits symboliques.
Ébénistes catalans ne peuvent pas importer en France donc ils implantent usine à Perpignan.

Doctrine de Cauwès : éco au service homme, pas inverse. Chez les libéraux, l'homme n'est qu'une variable d'ajustement à des conditions éco qui le dépassent = moyen de prod, pas être humain à part entière. « *L'homme est un citoyen, et non un atome interchangeable d'un groupe social* ».
Rôle donné au commerce dans la politique de Cauwès -> libre-échange = idéal auquel il faut tendre, et qui se réalisera dans un avenir + ou - lointain. Libéralistes -> libre-échange directement réalisable.
Société capitaliste, pas libérale -> économistes éclectiques veulent conserver éco au service citoyens.

Partisans organisation démo + libéraux s'entichent des USA et de l'aire progressiste du parti démo représenté par Roosevelt -> faire campagne pour libre-échange.
International Herald Tribune, dirigé par Bennet Gordon, s'installe à Paris. Enquêtes de journalistes français, en faveur d'un capitalisme d'expansion qui favorise libre-échange.
Paul Bourget, marqué par saint-simonisme, présente USA comme eldorado capitalisme techno.
Ce mouvement industrialiste pense que l'État devrait être organisé sur modèle entreprise privée. À partir de 1907, ils s'entichent des méthodes Taylor. Les nouvelles industries vont à Detroit pour visiter usines Ford, qui sont les premières chaînes de prod w/ travail chronométré. Ces gens n'aiment pas Cauwès et Méline car libre-échange nécessite mise en place de structures.

De 79 à 05, question anti-cléricale enflamme opinion publique puis perd de sa force.
Juillet 1901, loi sur les associations : congrégations religieuses interdites. 1905, loi séparation : priver d'un appui religieux la droite catholique sociale et la droite monarchique. Pour ces partis, religion = ciment social.
À partir 78, positivisme juri, enseigné dans facultés droit, considère que loi a 0 lien w/ principes religieux, et qu'elle doit s'établir en fonction des données socio/éco.
MAIS anti-cléricalisme prend le pas car idéologie laïque perd de sa vigueur -> incapable de trouver son langage pour définir l'athéisme. Idéologique laïque a détourné langage théologique pour se déf -> perte crédibilité + théories catholiques -> dénoncé par les non positivistes.

10-14, jeunesse étudiante ne s'enthousiasme plus pour la philosophie positiviste : ils découvrent Bergson, qui remet l'intuition à l'honneur = thèse de l'évolution créatrice.
Dans la naissance de l'idée, l'intuition est majeure : elle résiste à toute analyse rationnelle.
Huysmans rompt avec naturalisme de Zola pour partir en quête d'une spiritualité.

Intellectuels laïcistes se convertissent au catholicisme -> Paul Claudel.

Sous le ministère de Clemenceau (radical, 06-07), forte agitation sociale.
En 1905, création SFIO dirigée par Jaurès. CGT naît de la charte d'Amiens. Charte prévoit recourt à grève révolutionnaire en cas de conflit social et de guerre possible avec l'Allemagne, et prend pour méthodes d'action les théories de l'anarcho-syndicalisme (Sorel).

Agitation sociale multi-formes, qui utilise mythes soréliens pour contester politique économique du gvt = grêve agriculteurs, vignerons (surproduction, - de ventes). Manif tellement violentes -> régiment infanterie appelé MAIS régiment se mutine.

Gvt Clemenceau réprime le mouvement ouvrier avec plan de mobilisation générale. Carnet B = enquêtes cabinets spéciaux, qui font la liste des meneurs socialistes et pacifistes.
06-07, Clemenceau réprime grèves agriculteurs pendant les moissons avec ouvriers flamands ou espagnols -> « briseur de grèves » w/ Aristide Briand.

Dès 10, plus d'agitation sociale : elle se limite aux usines, où l'organisation scientifique est introduite et repose sur le chronométrage MAIS cadences démentielles -> grèves pour qu'organisation scientifique soit réformée, cadences diminuées.
Agitation se calme car on applique théories Sorel (*Réflexion sur la violence*). Chef d'entreprise a pour unique but de créer des richesses, et peut se passer de la stabilité sociale -> s'il y a grève, on réprime.

À partir 11, nationalisme reprend, lié au coup d'Agadir (Maroc) -> incident militaire et diplomatique entre France et Allemagne, provoqué par l'envoi d'une canonnière allemande dans la baie d'Agadir.

Le quai d'Orsay relance le culte des provinces perdues avec statue de Strasbourg -> il organise le succès du livre d'Hansi (illustrateur alsacien), pseudonyme de Jean-Jacques Waltz. En Alsace, l'allemand est tourné en ridicule -> boche.

Nationalisme s'exprime dans le culte de Jeanne d'Arc. Dans la presse, grand écho aux fêtes du 8 mai à Orléans, ville libérée par Jeanne d'Arc sous Charles VII.
12-13, dans un pays radical et anticlérical, apparition Jeanne d'Arc à Alzonne en Occitanie -> mvt de foule. Clivage entre pop / ancienne noblesse nationaliste janséniste.

Jeunesse universitaire, enfants bourgeois qui poursuivent études, s'enthousiasment pour romans militaristes et nationalistes d'Ernest Psichari, qui se convertit en 12 au catholicisme et qui publie *L'appel des armes* (qui a inspiré DG).

Farrère publie *La bataille*, qui exalte la guerre. En 14, il publie *17 histoires de marins*.

Jeunesse nationaliste pense que guerre va régénérer pays décadent. Livres relatent guerre future et inéluctable w/ Allemagne (D'Ivoi et Royet, *La patrie en danger* + DG écrit nouvelles dont il est le héros, et se décrit comme général qui reconquit Alsace-Lorraine).

Octobre 19, on lève restrictions sur libertés publiques mises en place pdt conflit.

<u>Comment organise-t-on politiquement l'effort de guerre pdt le conflit ?</u>
Effort s'articule autour notion "Union Sacrée", due au président Poincaré, qui l'évoque dans message au Parlement du 4 août 14. Avec message, Poincaré pose agression préméditée allemande -> **Kriegschuldsfrage** = débat en Allemagne, en France et au UK pour établir la part de responsabilité all dans 1GM.

Union Sacrée : mvt de rapprochement poli entre Français de tout parti/religion pdt 1GM.

Pdt crise Serbie, Poincaré n'a rien fait pour arrêter pan-slavisme/conflits -> il aurait juste fallu couper subventions françaises allouées à l'armée russe.

Poincaré utilise la notion d'Union Sacrée w/ idée d'unanimité nationale. Est-ce que l'Union Sacrée est-elle vrm unanimité nationale comme le dit Poincaré ?

Union Sacrée s'organise à différents échelons :

- Échelon gouvernemental : gestes symboliques démontrent mise en place Union Sacrée -> 4 août 14, Deschanel (centre-gauche) fait l'éloge de son ennemi poli Jaurès, assassiné 31 juillet 14 = normal d'agir comme ça dans chambre députés MAIS il est anormal que député socialiste Vaillant fasse l'éloge du député catholique/royaliste De Mun. Le marxiste Guesde donne l'accolade aux nationalistes. Clémenceau tresse des lauriers à la gloire Poincaré MAIS il refuse participation à Union Sacrée. Ces gestes symboliques n'ont pas de traduction poli concrète.

Le président du conseil Viviani pense que la guerre sera brève -> 1e succès de l'armée fr en Alsace tendent à confirmer.
Jusqu'au 26 août 14, Union Sacrée dépend d'une simple institution qui supporte la pop civile pendant affrontements.
Après 26 août 14, véritable gouvernement se met en place.
Désastre militaire est accompagné d'une exode des populations du Nord -> il faut remanier gouvernement pour assoir meilleure majorité parlementaire MAIS gouvernement ne représente pas l'unanimité nationale.
Viviani remanie son ministère, en faisant entrer Briand (vice) et Millerand (ministre guerre) dans son gvt.

Sembat déclassé -> droite catholique n'est pas rpz dans le gvt et Clémenceau est tjrs contre Union Sacrée.

- Échelon syndicats et partis polis : SFIO abandonne projets pacifiques de Jaurès (courant réformiste). Violation de la neutralité belge par le 2nd empire allemand, permet à la SFIO de se rallier à l'effort de guerre : le 14 août, Guesde est reçu par Poincaré. CGT ne met pas en oeuvre le prgm du congrès de Marseille de 1908. CGT utilise à son profit l'histoire de la révolution française. Invasion Belgique août 14 // invasion Valmy 1792 = armée prussienne essaie d'envahir Paris -> 1e victoire française décisive pdt les guerres de la Révolution. Léon Jouhaux exalte le sens du pouvoir de la classe ouvrière. Socialistes doivent faire la guerre au nom du droit.
- Échelon population civile : *Les jeunes gens d'aujourd'hui*, Massis et Tarde (nationalistes) : explique société par phénomène d'imitation -> tissu social se propage par imitation. Ils cultivent l'anti-germanisme et la théorie des races culturelles -> on ne peut pas goûter à littérature non-française. La jeunesse bourgeoise n'est pas nationaliste et bcp sont opposés au service militaire/à la guerre. Gymnastique dans écoles = préparation militaire. Depuis 1880, on éduque enfants à la notion "d'impôt du sang" -> bataillons scolaires où instituteur apprenait tirs, maniement des armes, cadences militaires. Thèse marxiste = guerre apporterait bénéf à sidérurgie -> faux. Entre 12-13, France produit 2 millions tonnes d'acier -> 2,3% acheté par industries armement = utilisé surtout dans locomotives, chemins de fer. => Il n'y a pas une volonté de faire la guerre au sein des simples citoyens. Élections avril-mai 14, socialistes s'opposent à la loi des 3 ans du service mili -> gagnent 30 sièges.

Nationalisme entretenu par presse comme *Le petit journal* (150 000 exemplaires) ALORS que CGT lu que par 7000 abonnés.

Il n'y a pas d'exaltation à la guerre en dehors des films de propagande.
Manifs enthousiastes des nationalistes à l'annonce de la guerre -> phénomène restreint = l'écho est lié aux comptes-rendus journalistiques.
Dans les principales villes étudiantes, les jeunes nationalistes se livrent à des manifs d'enthousiasme et saccagent les avoirs allemands MAIS pop minoritaire -> Paris a 5000 étudiants alors que c'est la + grande université. Jeunesse majoritairement pas nationaliste MAIS presse donne importance démesurée par rapport à réalité.

Août 14, rapports sur opinion publique dans départements -> 26 ont été gardés, le reste détruit = on étudie opinion w/ 26/88 départements.
27% disent que pop accepte mobilisation, 21% l'accepte avec réserve (résignation).

Le gvt n'a pas pu utiliser le carnet B, qui prône l'arrêt préventif des socialistes pacifiques.

1,5% des mobilisés ont déserté/mutilé pour ne plus aller à la guerre MAIS armée condamne à mort les mutilés.

I. Comment est organisé politiquement l'effort de guerre ?

A. 1e période, 14-17 :

- Deux gouvernements : Viviani, Driant.
- Ces deux gouvernements se caractérisent par une innovation : président du conseil organise action collective du gouvernement MAIS le président du conseil n'administre pas département particulier, il impulse/coordonne de manière à agir efficacement. (On n'est pas président du conseil ET ministre de la guerre).

B. L'État de siège

- Promulgué par Poincaré le 2 août 14 -> fondé sur la loi du 9 août 1849, et la loi du 3 avril 1878.
- État de siège suspend libertés individuelles (droits de réunion/manif/expression) pdt hostilités. Police et administration passent sous ctrl de l'armée -> par la guerre et pour la guerre.
- Liberté d'expression est encadrée -> loi du 9 août 1849 contient un article sur la répression des indiscrétions de presse en temps de guerre. *Le temps* publie en juillet 1870 le plan de concentration des armées françaises, ce qui a permet au général prussien de gagner. Liberté de la presse est pensée comme une liberté fondamentale. Presse régionale continue débat. Liberté presse d'autant plus recherchée -> avant 14, le personnel poli encadre pop par la presse car il s'est entiché des théories de Le Bon sur la gérance des foules = comment informer la population sans qu'elle s'énerve et ruine l'effort de guerre ? Presse passe sous contrôle de l'armée MAIS dans chaque bureau de censure, chaque journal envoie un homme pour le représenter = censure consensuelle. Pas d'équité dans le traitement -> Clémenceau dénonce l'insalubrité des transports des blessés = journal lourdement saisi / Audarès = 1 réprimande car fait partie de l'Union Sacrée. Il faut préparer l'opinion publique en orientant les journaux -> propagande. La censure n'interdit pas les rumeurs anti-cléricales susceptibles de nuire à l'Union Sacrée -> affaire de "la rumeur infâme". Ce bourrage de crâne prend différentes formes : mobilisation intellectuels français = Andler participe à collection de propagande, *Lettres à tous les français*. Le catholicisme français est mobilisé -> Claudel et Baudrillart créent comité catho de propagande à l'étranger, financé par Quai d'Orsay, surtout en Espagne (contre-carrer propagande allemande)/Canada. Bourrage de crâne de la population passe par dessins de presse + chansons.

- Selon catégorie sociale, jeunes filles ayant fait des études sont mobilisées comme aides soignantes dans hôpitaux secondaires de convalescence. Elles deviennent marraines de guerre des jeunes soldats et elles sont réunies tous les dimanches pour écrire à leur filleul et donner des nouvelles du village.

=> Effort patriotique a des dérives malheureuses = grossesses indésirées + infanticides -> 14-18, dérèglement social.

Question de l'application de l'État de siège + proéminence pouvoir militaire sur pouvoir politique -> **affaire Joffre** marque pensée politique française (DG y a beaucoup réfléchi).

C. Le contexte de l'affaire Joffre

- Août 14, reculade armée française dans les Vosges. 5 août 14, gvt quitte Paris et s'installe à Bordeaux MAIS le mode de fonctionnement de l'État heurte l'opinion publique et la presse s'en fait l'écho. "*À Bordeaux, on sable le champagne, on fume, on plaisante, pendant que là-bas, nos soldat vont se faire trouer pour le bien être de ces gens là*", *L'indépendant des Pyrénées Orientales*.
- Situation militaire désastreuse conduit à surévaluer pouvoir militaire du général Joseph Joffre, qui interprète à son profit les lois constitutionnelles de 1875 de manière à agir librement. Lecture littéral du texte sans tenir compte des coutumes. En csq, il ignore le président du conseil MAIS il a raison -> il n'y a aucun texte avant 1935 qui ne parle de la présidence du conseil. Joffre interprète la constitution de cette manière : il ne veut pas de remontrances de Viviani ni de Messimy (ministre guerre). Ministre conduit la guerre du pdv poli, lui du pdv militaire -> "seul responsable" de la guerre devant le président de la république. W/ Joffre, le pouvoir militaire cesse d'être un outil docile aux mains du pouvoir poli.
- Or, entre 5-9 sept 14, Joffre remporte la victoire de la Marne MAIS elle est aussi due au général Galliéni -> il a réquisitionné véhicules parisiens pour transporter troupes parisiennes vers la Marne = relancer courage sur front.
- Joffre sait utiliser l'opinion publique -> relations dans la presse : 3 copains du lycée de Montpellier se chargent de dresser les lauriers à la gloire de Joffre dans la presse, ils en font l'homme de référence, le héros remarquable. Joffre bénéficie d'une opinion publique qu'on rend favorable à sa cause -> Joffre manoeuvre pour conserver le gvt à Bordeaux.
- Après 28 nov 14, État major installé à Chantilly -> central/communications téléphoniques relèvent de l'armée. Joffre accepte que le gvt revienne à Paris le 4 déc -> champion = gvt politique a besoin des communications mili et c'est lui qui dispense les lignes téléphoniques.
- Après leur retour, Joffre ne veut rendre des comptes qu'au président de la république, du conseil et ministre de la guerre. Les autres sont des admirateurs inconnus.
- Indépendance de l'armée est cassée par les républicains. Les radicaux socialistes (Paul Doumer) ne veulent pas que l'affaire Joffre devienne une nv affaire Boulanger. Les républicains opportunistes (Abel Ferry), les députés de la droite conservatrice (Gustave Pédoya) ne supportent pas Joffre => opposition pouvoir militaire de Joffre. Au sénat, l'opposition s'exprime à la commission des armées et à celle des affaires étrangères, que préside Clémenceau, et à la chambre des députés, présidée par Pédoya.
- Opposition au pouvoir quasi-personnel de Joffre : elle s'efforce de ne pas accroître autorité/pouvoir commandant armées. Au corps expéditionel de Lorient, on crée État major autonome/indépendant de Joffre, qui est dépendant du ministère de la guerre (ministère répartit ressources entre 2 États majors) -> réaffirmer poli sur mili.

- W/ remaniements ministériels et changements prés conseil, on fait en sorte que ministère guerre soit aux mains de mili pas fascinés par Joffre -> sous gvt Briand, ministère à Galliéni, qui déteste Joffre = lui a volé lauriers bataille Marne.
- À partir de 16, pour opinion, on ne peut pas destituer homme rendu populaire (portraits dans tous ménages) -> on promeut à Joffre des responsabilités de + en + hautes, à la tête d'un État major.
- Décembre 16, élimination de Joffre de la conduite réelle de la guerre -> il est promu à la dignité de maréchal de France = il peut pas dire non. Joffre devient un bibelot diplomatique, que l'on envoie aux américains, entouré d'honneur et de prestige MAIS ne dirige plus la guerre.

D. Les successions de gouvernements, preuve de l'instabilité ministérielle

- Affaire Joffre à peine résolue que commence crise politique/générale -> succession 2 gvt dès début 17.
- Gvt Briand est obligé de démissionner après une affaire provoquée par ministre guerre Lyautey : dans le cadre de l'effort de guerre, des comités secrets sont créés, où sont présentes les dossiers les + urgents de la guerre MAIS général Lyautey laisse entendre que certains secrets sont divulgués à l'extérieur du palais Bourbon -> **mise en minorité** du ministère Briand.
- Gvt Ribot (mars-sept 17) tente un gvt d'unanimité nationale, en offrant un ministère aux **députés catholiques royalistes** w/ Denys Cochin.
- Gvt radical-socialiste d'union nationale (2 mois) de Paul Painlevé MAIS aucun gvt n'arrive à faire face à situation guerrière.
- Causes extérieures à cet échec : alliés russe/roumain font défaillance à la France. D'autre part, si les USA entrent en guerre avril 17, l'annonce de l'entrée est d'abord symbolique -> armée américaine n'existe pas vraiment = France met à disposition camps militaires pour former les américains.
- Échec offensive chemin des dames : pressentant offensive française, armée allemande effectue repli stratégique = raccourcit longueur du front, meilleure protection ligne de combat. **Offensive Nivelle** lancée sans prendre en compte météo -> froid, pluie = troupes coloniales paralysées.

=> Massacre de masse conduit à mutineries, qui prennent parfois des airs de révolution socialiste. Chaque jour, maires font le tour des ménages -> avis de décès arrivent à la mairie. W/ échecs "tactique du grignotage", hystérie collective.

- Inflation monétaire augmente prix vie. Entretien du front + guerre sous-marine lancée par Allemagne gêne importations -> **rationnement**.

E. Les gouvernements face à la crise

- Crise militaire résolue par Pétain : il remplace Nivelle au chef d'État major des armées. Apprécié -> il a tenu offensive contre allemands à Verdun. Pétain résout crise militaire w/ "politique carotte et bâton", augmente niveau de vie des soldats (rajoute petit déjeuner Pétain), officiers/soldats ont congé d'une semaine tous les 4 mois pour voir famille = calme l'opinion publique MAIS les seuls qui partent sont mariés -> **faire remonter natalité**.
- Pétain cultive image du général proche du soldat : il organise sa popularité pendant Verdun en saluant les troupes montant au front. MAIS il réprime les mutineries w/ conseils de guerre, fusille meneurs et change stratégie -> il abandonne "politique grignotage" et démarre stratégie w/ nv moyens techniques : **artillerie** de longue portée, **char** d'assaut. Pétain soutient l'**aviation de guerre**, réorganisée en arme autonome ->

tous les soldats détachés de leur armée d'origine pouvant être affectés à l'aviation, sont soldats de l'armée de l'air et assurent surveillance/combat/destruction.
- Pour lancer une offensive, il attend les effectifs américains afin de ménager ceux français : "*j'attends les chars et les américains, car créer des chars en nombre, ça demande du temps*".
- Clémenceau refuse Union Sacrée et unanimité nationale. Pendant la crise de 17, il sape l'autorité des 2 gvts. 22 juillet 17, il lance l'**accusation de défaitisme** contre le ministre de l'intérieur Malvy -> il aurait favorisé presse pacifiste, qui aurait été payée par les services allemands = démission Malvy, qui prépare sa défense en s'appuyant sur Chiappe.
- 1 août 17, pape Benoît 15 propose aux États qui ont représentation diplomatique au Saint-Siège, une "paix blanche". La France n'ayant pas de relations directes avec le Saint-Siège, n'est pas directement informée. Note est mal accueillie par milieux catholiques nationalistes français. Clémenceau voit que l'opinion publique n'est pas favorable à la "paix blanche" -> il mène une politique pour casser l'unanimité nationale.
- Il utilise le député Sixte-Quenin, qui fait voter des amendements : le 1e est voté en décembre 16 et porte sur une meilleure utilisation des hommes mobilisables / le 2nd est voté en février 17 et viole la loi de 1905 en imposant à des prêtres en âge, de faire leur service militaire. Discussion de cet amendement amène le gvt Ribot à être affaibli. Denis Cochin dénonce cette violation d'un principe du droit français, cette attaque injustifiée envers les prêtres détournés de leur mission spirituelle.
- 17 août 17, gvt Ribot, instable w/ droite catholique, se retire de l'unanimité nationale et proteste contre l'amendement de récupération.
- Si l'unanimité nationale disparaît le 17 août, l'union nationale est affaiblie par les socialistes qui vont de divisions en divisions -> socialistes all/fr invités à ne plus participer aux Unions Sacrées. Painlevé et ministre armement Thomas, se retrouvent en porte-à-faux -> doivent-ils suivre les directives de la **2e internationale** (rassemblement ouvriers socialistes d'Europe) ou celles de l'**Union Sacrée** ?
- Ribot, fragilisé dans la composition de son gvt en unanimité et union nationale, démissionne le 7 sept 17 -> Painlevé pressenti pour former nv gvt MAIS dû à position socialiste, il démissionne le 13 nov 17.

F. Le gouvernement de Clémenceau

- Clémenceau distille les infos et prend soin de ne jamais être en première ligne.
- Il utilise méthode de Pasteur pour soigner ses clients MAIS officiellement, il le critique car Pasteur est catholique alors qu'il faut être positiviste pour faire de la médecine.
- En nov 17, il est appelé à former son gvt.
- Poincaré déteste Clémenceau MAIS Clémenceau a bonne image dans l'opinion publique française, qu'il a créée avec son journal et avec l'appui de la dépêche de Toulouse. Poincaré est assez subtil -> il se rend compte que la sape des gouvernements est organisée par Clémenceau = "méthode de Cincinnatus" pour arriver subtilement au pouvoir. "*Poincaré m'offrira le pouvoir. J'accepterai. On ne peut pas refuser le pouvoir. Mais je ne l'aurai pas cherché*. *On n'aura rien à me reprocher : pas un clignement d'oeil, pas un appel du pied. Ensuite, le pouvoir qu'on m'offrira aura ceci de spécial et de nouveau que ce sera le pouvoir, le vrai*" : Clémenceau est un grand lecteur de la psychologie des foules de Gustave Lebon -> personnification du pouvoir (Bergson appelle ça "l'appel au héros"). Clémenceau est l'homme de la victoire.
- Clémenceau met en place une forme de gvt qui lui est propre -> président du conseil a une autorité sans partage sur tout le gvt. Gvt Clémenceau rompt avec l'Union Sacrée et

s'axe sur le parti radical et radical-socialiste -> sur 14 ministres, 9 en font parti. Clémenceau crée un ministère pour gagner la guerre et garde au gvt tous les techniciens des gvt précédents. Clémenceau est le chef incontestable -> à la tête du gvt régalien, il nomme des hommes qui n'ont pas d'équation personnelle = ils ont une autorité car ils ne font que refléter la gloire de Clémenceau.

- Comment Clémenceau fait-il la guerre ? Il est contre le défaitisme -> il demande que le procès de Malvy soit traduit en haute cour de justice = 5 ans de bannissement pour soutien au mvt pacifiste. 11 déc 17, il poursuit Joseph Caillaux pour pacifisme -> galvaniser l'opinion publique = personne ne peut céder au défaitisme, "la victoire ou la mort". Clémenceau organise l'effort de guerre par l'intermédiaire des ministres -> l'État se charge du financement de la guerre et passe des accords d'État à État pour financer la guerre w/ prêts. Après l'échec de l'offensive allemande dans les Flandres en mars 17, Clémenceau impose un État major allié, unique et effectif. Foch est un officier catholique pratiquant MAIS Clémenceau a compris que Foch est l'homme de la situation en termes de technique militaire.

II. Comment est organisé économiquement l'effort de guerre ?

Pour la conduite de l'effort de guerre, l'État intervient dans l'économie française.

Pdt 14-18, effort économique de guerre a été réalisé par des industriels gagnés aux idées du socialisme industriel. Ils sont partisans d'un État dont l'unique fonction serait économique -> avant la guerre, ils étaient proches de l'union pour la démocratie, afin que les enjeux éco soient mieux représentés.
Albert Thomas, socialiste, participe à l'effort de guerre.

La situation créée par la guerre permet à l'État de se placer au coeur de la décision économique, les circonstances étant favorables.

Août 14, alors que le front est enfoncé, toute la France industrielle est envahie -> après la bataille de la Marne, la "crise des munitions" commence. Août 14, "crise de la main d'oeuvre" : statut "spécialistes de fabrication de poudre" supprimé -> ils partent au front.

Différentes prises de mesure :

- État crée une industrie d'armement par investissements -> d'abord, une industrie régalienne (poudrerie).
- Laboratoire social de la consultation entre cadres et salariés : délégués atelier.
- État intervient dans production industrielle : il incite entreprises privées à produire pour la guerre, il intervient dans la répartition des matières 1e, ce qui est à l'encontre de la politique éco 75-14.
- État répartit la mdo : pour la fonction publique, on rappelle les retraités valides.
- Loucheur impose au patronat de désigner des affectés spéciaux.
- État incite industrie privée à fabriquer munitions pour armes nouvelles. Loucheur crée usine de fabrication d'obus à la chaîne. Citroën incite fabrication arme nouvelle : **grenade**. Femmes assurent montage grenades -> nv modèle social de l'entreprise = travail à la chaîne w/ cadence MAIS cantine + crèche/garderie. MAIS les cadences imposées aux **munitionettes** sont sévères.
- État intervient dans organisation commerce extérieur : économiser devises, acheter produits nécessaires à guerre -> sous la direction de **Monnet**. Certaines importations interdites (ex : fleurs).

Le recul pris avec le temps montre que pour ces dirigeants qui organisent effort de guerre, arrière pensée qu'il faut perpétuer l'action éco de l'État après la guerre.
Un discours politique se dvp : ministres techniciens (Albert Thomas, Loucheur) expliquent que la guerre fait entrer humanité dans nv ère -> nv civilisation.

16-17, on se demande comment reconstruire territoires dévastés par guerre. L'État doit-il conserver rôle dirigeant qu'il avait pendant conflit ?
Clémenceau a laissé au parlement un contrôle de ses actes MAIS lui retire le pouvoir décisionnel.

III. Reconstruire et moderniser : les prémisses de la crise de l'État de 1919 à 1932

1e travail après signature armistice/traité de paix 28 juin 19 : penser plaies guerre.

Plaies :

- Bilan démographique : 1,3 millions au front, **surmortalité pop civile** (typhus). Avant la guerre, pop vieillissante -> 1900-1913, peu de natalités/trop de morts. Cessation hostilité rétablit démographie française : récupération post-guerrière -> lorsqu'on démobilise hommes en juillet 19, rattrapage du retard au mariage = 20-21, naissances. MAIS pratiques **malthusiennes** (restriction démographique) reprennent vite. Crise du mariage : trop de femmes / pas assez d'hommes. Surmortalité continue -> blessés de guerre, alcoolisme, mauvaise hygiène.
- Population **active** 13% moins élevée que celle en 1913 : campagnes les + touchées -> villages ont été abandonnés. Face à ça, l'État prend en charge **deuil collectif** (tournée des maires).
- Dès 17, gouvernement Clémenceau/Ribot/Painlevé encourage création associations anciens combattants : elles se regroupent dans l'"Union nationale des combattants" -> chargée de faire valoir leurs droits. À partir 20, cérémonie 11 nov mise en place. 21 Nov 20, transfert des cendres du soldat inconnu, honoré tous les jours w/ flamme du souvenir.
- Monuments aux morts doivent-ils porter symboles religieux ? Question **laïcité** réapparaît. Conseils municipaux dirigés par maires athés, décorent w/ croix de guerre.

Faire face aux déséquilibres sociaux :

- **Séisme moral** sous silence MAIS reste une réalité -> romans (Victor Margueritte, *La Garçonne* -> libération moeurs pdt guerre : en l'absence d'hommes valides, femmes vont au lycée).
- Après guerre, phénomène vieille fille apparaît -> célibat = problème social. **Affaire Landru** -> trop vieux pour être mobilisé, w/ moralité défaillante, mettait petites annonces dans la presse = femmes répondent massivement.
- Déséquilibre social profond suscite malaise du monde rural/agricole -> monde agricole = 1e bassin d'emploi MAIS pas d'**affectés spéciaux** -> + grand nbr de victimes = 19% des mobilisés sont morts.
- En absence de mdo, terres cultivées rétrécissent -> dames/vieux ont continué de cultiver les meilleures terres w/ nv machines agricoles MAIS les terres loin du village, ont été abandonné.
- Soldats paysans découvrent des ouvriers/artisans w/ la mixité sociale sur le front -> découverte nv modes de vie. Les agriculteurs réalisent que cheminots ont meilleur salaire, avantages sociaux // pas d'avantages dans les campagnes.

- Paysans mobilisés découvre nv quotidien -> godillots en cuir contre sabots, viande midi/soir.
- Monde paysan déstabilisé w/ **inflation monétaire.**
- Campagnes découvrent circulation monétaire régulière -> normalement, on récolte l'argent lors des ventes.
- Propriétés agricoles sont dirigées par femmes -> elles n'ont plus la mdo pour exploiter le bien -> elles ne peuvent pas administrer bien du mari. Agriculteur qui manque de mdo, s'équipe de machines agricoles -> charrues.
- **Malaise ouvrier** -> épouses, veuves, grands blessés obtiennent droit de coudre les uniformes contre rétributions.
- Comportements/malaise perdurent pour deux motifs contradictoires :
  • Révolutions bolchéviques.
  • On attend bcp de la SDN (janvier 19). SDN prévoit création du bureau international du travail.
- Au fur et à mesure inflation augmente, salaires ouvriers diminuent. Ouvriers revendiquent **co-gestion** -> délégués demandent journée 8h MAIS refus -> mdo rare : on doit recourir à l'immigration. Revendications se font dans la fièvre sociale.
- Socialisme fr traversé par le mythe du "Grand Soir" (lorsque le socialisme vaincra) -> Frossart : révolution bolchévique // 1789 MAIS bolchéviques inaugurent rue Danton, Robespierre : confusion. Aulard apporte scientificité à cette confusion des révolutions.
- En mars 19, **Internationale Communiste** (communistes de tous les pays se regroupent) créée. Délégué Abramovich se rend en France pour faire adhérer la SFIO à la 3e Internationale -> se fait dans l'agitation des grèves du monde bancaire/cheminots. Au congrès de Tours de 20, la section fr de l'Internationale (favorable au bolchévisme) semble triompher -> elle récupère l'essentiel des militants / l'admin + les finances + l'organe de presse (*L'Humanité* (Jaurès) de l'ancienne SFIO. En 20, la "vieille maison" SFIO perd validité MAIS elle apparaît comme un organe pouvant diriger (certains adhérents sont cadres) // communistes n'ont pas les règles pour diriger un ministère. En 1920, SFIO crée un quotidien : *Le Populaire*. Au congrès de Lille de 21, Léon Jouhaux reste à la tête de la SFIO, qui devient la courroie du syndicalisme de Blum // CGTU (confédération générale du travail unifié) se crée -> **syndicalisme se scinde** après l'échec des grèves de 20.
- 20-25, peur du communisme. Pour contrer syndicalisme w/ théorie "lutte des classes", syndicalisme chrétien unifié se crée, w/ aide évêques qui financent fédérations départementales. Syndicalisme chrétien songe à s'unifier quand la France récupère Alsace-Moselle. Syndicalisme Alsace-Moselle a vécu w/ syndicalisme chrétien allemand (soutenant parti catholique Zentrum) + règles bismarckiennes -> ils ne veulent pas revenir aux règles françaises -> création confédération syndicalismes chrétiens. Ce syndicalisme unifié a deux dirigeants : Gaston Tessier + Jules Zirnhel. Syndicalisme chrétien : **primauté négociations** (grève en dernier recours), **lutte pour famille** (le travail au service de la famille de l'ouvrier = salaire familial), **barrage au socialisme athé**.
- MAIS malaise sociale touche aussi classes aisées -> guerre a changé repères de la vie bourgeoise familiale. Le syndrome de la jeune fille est vécu de manière dramatique -> jeunes filles recevaient enseignements sur ménage/cuisine = être une bonne épouse. Femmes importantes = administrent la maison -> nécessité trouver nv but à leur vie.
- W/ intervention directe de l'État dans l'économie, l'économie politique de Cauwès est mise sur pause. L'État conduit la bourgeoisie industrielle à s'organiser -> avant la guerre, 2 organisations patronales : comité des houillères de France + union des industries métallurgiques et minières. W/ contraintes **reconstruction** + but de **maintenir rôle économique** directif, l'État invite les patrons à se regrouper en

syndicats -> sous direction Clémentel, l'État crée régions économiques : syndicats ouvriers seront représentés et il y aura un salaire minimum. On crée le **bureau international du travail** -> on ne peut pas représentés que les syndicats. Le patronat s'organise en syndicats patronaux, en adoptant la morale du producteur (Sorel) : administrer entreprise, non pas en père de famille pour maintenir stabilité sociale MAIS pour créer biens/bénéfices. 2 syndicats se créent : confédération générale de la production française (représente la grande industrie : électrique/minière/métallurgique/automobile) + fédération des commerçants et détaillants (représente les moyennes/petites industries).

- Tous les instruments qui mènent vie poli française, tournent autour question : quel rôle éco doit jouer l'État ? Comment s'organiser pour mener à bien ce rôle économique ? Cette question sous-tend vie politique de 20 à 32 -> rôle économique de l'État est un élément structurant de la pensée positiviste (s'en tient aux relations entre les phénomènes sans chercher à connaître leur nature intrinsèque), qui est le sous-bassement de la pensée républicaine avant 14 (Deschanel).
- Rôle économique de l'État revendiqué par droite/gauche. En 17, radical Édouard Herriot publie deux volumes : l'État doit d'abord avoir une action économique, qui est attendu sur 3 plans :
  - **Démographique**.